



**HAL**  
open science

# L'Évolution de l'intervention des émigrés dans la “ gouvernance ” socioéconomique de la région de Matam (Sénégal)

Amadou Keita

► **To cite this version:**

Amadou Keita. L'Évolution de l'intervention des émigrés dans la “ gouvernance ” socioéconomique de la région de Matam (Sénégal). Dialogues Mulhousiens, 2019, 3, pp.103-113. hal-02881450

**HAL Id: hal-02881450**

**<https://hal.univ-lorraine.fr/hal-02881450v1>**

Submitted on 25 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# L'Évolution de l'intervention des émigrés dans la « gouvernance » socioéconomique de la région de Matam (Sénégal)

Amadou Keita  
Université de Lorraine  
CRULH (EA 3945)

Pour citer cet article : Amadou Keita, « L'Évolution de l'intervention des émigrés dans la "gouvernance" socioéconomique de la région de Matam (Sénégal) », in *Dialogues Mulhousiens*, n° 3, *Intervention(s)*, Journées Doctorales des Humanités 2018, sous la direction d'Inkar Kuramayeva et Régine Battiston, janvier 2019, p.103-113 (version en ligne, <http://dialogues.hypotheses.org/>).

## Résumé

Depuis les années 1980, l'apport des migrants est l'une des principales sources de revenus de la ville de Matam et de toute cette zone de départ qu'est la vallée du fleuve Sénégal. L'impact de leur intervention s'apprécie au rythme des transferts d'argent avec la prise en charge du quotidien de leur famille restée au pays. Des millions d'euros sont ainsi injectés dans le tissu économique de la vallée du fleuve, mais l'effet semble parfois négligeable. L'argent est souvent destiné à la prise en charge des dépenses journalières (alimentation et facture d'eau et d'électricité) alors que tout est urgent dans une région désertée par l'État. L'intervention individuelle destinée aux concessions familiales a moins d'impact sur la vie de la collectivité. De ce fait, pour améliorer leurs conditions de vie en Europe, mais aussi intervenir dans la « gouvernance » de la région, les travailleurs émigrés de Matam créent des structures de socialisation et d'intervention.

**Mots-clés :** Matam, intervention, émigrés, gouvernance locale, coopération décentralisée.

## Abstract

### *The Evolution of the Intervention of Emigrants in the Socio-economic "Governance" of the Region of Matam (Senegal)*

The contribution of migrants is the main source of income of the city of Matam and of all this starting area which is the valley of the Senegal River. The impact of their intervention is assessed at the rate of money transfers with the assumption of the daily life of their families remaining in the country. Millions of euros are thus injected into the economic fabric of the river valley, but the effect sometimes seems negligible. The money is often used for the management of the family's everyday life while everything is urgent in a region deserted by the political authorities. The household and individual intervention has less impact on the life of the community. Therefore, to improve their living conditions in Europe, but also to intervene in the "governance" of the region, emigrant workers from Matam create structures of socialization and intervention.

**Keywords:** Matam—intervention—emigrants—local governance—decentralized cooperation.

L' intervention des émigrés dans la vallée du fleuve Sénégal en général, et dans la région de Matam en particulier, s'est inscrite dans le temps. Elle a évolué avec les différentes générations de migrants pour prendre en charge les problématiques de la localité, dont plus de 58 % de la population, soit 680 086 personnes, ont moins de 20 ans.

Les migrations internationales sont souvent pensées comme un simple mouvement de population en quête d'avenir meilleur ou fuyant les désastres de la guerre. Cette logique alimente l'actualité des médias et oppose des camps politiques : d'un côté, des ONG humanitaires et certains partis de gauche et, d'un autre, aux droites et aux extrêmes droites européennes. Cependant, le migrant incarne plusieurs profils. En effet, dans le contexte sénégalais, plus précisément, dans celui de la région de Matam dans la vallée du fleuve Sénégal, l'émigré n'est pas seulement ce soutien familial. À travers plusieurs générations, il s'est inventé de nouveaux profils (bailleur ou acteur de la décentralisation) et intervient désormais dans la gestion, voire dans la gouvernance de sa localité d'origine. Si l'Égypte est un don du Nil, l'émigration semble être l'« or noir » de la vallée du fleuve Sénégal.

### 1. Les facteurs d'émigration de la vallée du fleuve Sénégal

Les raisons de quitter la région de Matam s'avèrent être essentiellement économiques. En effet, confrontés à des crises économiques connexes aux phénomènes géographiques drastiques, bon nombre de paysans du nord du Sénégal expérimentent l'exode rural et l'émigration internationale.

#### *Le cadre géographique de la région de Matam*

La situation géographique de la région de Matam est souvent invoquée pour justifier l'émigration que connaît cette zone. En fait, située à 693 kilomètres de la capitale Dakar, Matam se localise au nord du Sénégal, en amont de la moyenne vallée du fleuve du même nom. Ce fleuve marque sa frontière au nord avec la République islamique de la Mauritanie.

Matam et la vallée du fleuve constituent une barrière naturelle à l'avancée du désert du Sahara. Ainsi, la zone subit-elle les rigueurs du climat sahélien. Comprise entre les isoètes 250 et 500 mm, il est surtout caractérisé par la faiblesse des précipitations par rapport aux autres domaines climatiques du Sénégal. À la rareté des pluies s'ajoutent des cas d'extrême déficit pluviométrique durant une période de trente ans, soit les années 1974, 1978, 1988, 1995 et 1999 :

[...] tous les hivernages sont déficitaires en eau pluviale. 15 saisons sur 25 le sont à plus de 20 % inférieurs à la moyenne... Les cas d'extrême déficit, plus de 50 % inférieurs à la moyenne sont 1983 et 1986, saisons à bilans pluviométriques exceptionnellement négatifs<sup>1</sup>.

La proximité avec le désert du Sahara influence le contexte géographique de la région et a des conséquences sur les conditions de vie des populations de Matam (et de tout le nord-est du Sénégal). En réalité, les phénomènes climatiques demeurent marqués par la rareté des pluies, voire la sécheresse. Ces conditions météorologiques constituent autant d'obstacles naturels à l'organisation socio-économique des populations. Il faut préciser que la période trentenaire — citée précédemment — est symptomatique du mouvement migratoire de la vallée du fleuve Sénégal. C'est durant cette époque que les

<sup>1</sup> Aminata Ndiaye, « Variabilité climatique et indices de développement humain dans le Sahel rural sénégalais », *Revue du CAMES*, nouvelle série B, vol. 9, n° 2, 2007, p. 133-142.

principales vagues d'émigration internationale — précédée d'exode rural — se produisent.

#### *Les enjeux économiques de l'émigration*

L'économie de la région de Matam repose essentiellement sur le secteur primaire : agriculture, élevage et pêche. L'agriculture employait plus de 70 % de la population active<sup>2</sup>. Cependant, les grandes sécheresses des années 1970 et 1980 et la crise politique entre le Sénégal et la Mauritanie plongèrent la région dans une profonde crise économique. Ces difficultés politico-économiques surviennent dans un contexte d'ajustements économiques imposés par la Banque mondiale aux pays du tiers monde dont le Sénégal. Le 19 août 1983, les premières mesures impopulaires sont annoncées. Les produits de première nécessité (riz, sucre et huile) mais aussi l'électricité et les produits pétroliers connaissent une hausse de prix de 10 %.

Face aux contraintes du régime climatique, les paysans constatent une diminution vertigineuse de leurs rendements, les éleveurs voient leurs troupeaux décimés. Dès lors, l'émigration saisonnière<sup>3</sup> vers les régions plus clémentes et l'Europe, dans un premier temps en France, semble être la solution.

Pour Samir Amin, ce n'est pas l'évidence tautologique des écarts de revenus potentiels qui serait à l'origine des départs mais plutôt « la transformation de l'organisation socio-économique du monde rural qui exige le départ d'une fraction de sa population<sup>4</sup> ». En réalité, la vallée du fleuve, rurale à plus de 70 %, est confrontée à la monétarisation de son économie. Avec la mutation du modèle économique, il faut désormais assurer, entre autres, le quotidien des familles, la scolarité, les soins de santé en intégrant un nouveau moyen de transaction : l'argent en espèce.

Après la sécheresse des années 1970, les flux migratoires ont commencé à dessiner les routes de l'exode qui partent des grands centres urbains du pays, tels que la banlieue de la capitale sénégalaise, Dakar, mais aussi Saint-Louis et Thiès vers les capitales africaines (Abidjan en Côte-d'Ivoire, Libreville au Gabon, Kinshasa et Brazzaville pour les deux Congos) et des pays européens : la France, l'Italie et l'Espagne. Désignée comme une zone de départ, Matam, mais aussi l'ensemble la vallée du fleuve, assistent à la fuite de leurs bras valides et à une perversion du système économique local. L'émigration traduit une certaine réalité d'adaptation des populations qui vivent dans un espace où les conditions de vie sont de plus en plus précaires. En effet, l'objectif de la migration est d'améliorer la condition de l'individu et du groupe. Elle est, en quelque sorte, une exportation d'un produit familial dont on ne peut plus supporter la charge, mais qui en revanche, peut assurer un supplément de revenu par la vente du travail à l'extérieur.

Il faut préciser que l'aventure est conditionnée par la pression sociale et l'absence de perspectives pour de nombreux bras valides. La réussite des premiers émigrants constitue un appel d'air pour les candidats au départ. En effet, selon Mamadou Ba, un notable du village de Sédo Sébé (à Matam), « quand les premiers émigrés sont partis et

<sup>2</sup> Yaya Thiam, *L'Impact des changements climatiques sur les activités socio-économiques et les écosystèmes de la région de Matam*, Dakar, UCAD (Université Cheikh Anta Diop de Dakar), mémoire de master 2 de géographie, 2011, p. 59.

<sup>3</sup> Le « navétane » ou émigration saisonnière est pratiquée par l'agriculteur qui ne peut employer utilement la totalité de son temps actif dans son pays de résidence. Il désigne également les migrants saisonniers sénégalais et gambiens (en Afrique de l'Ouest).

<sup>4</sup> Amin Samir, « Introduction », *Les Migrations contemporaines de l'Afrique de l'ouest*, London, Oxford University Press, 1974, p. 33.

qu'ils ont commencé à entretenir convenablement leurs familles, on a vu que l'émigration constituait un remède<sup>5</sup> ».

En l'absence d'une véritable politique publique de développement, la vallée du fleuve s'est reposée sur le poids économique de sa diaspora présente en Afrique et en Europe où, dans ce dernier continent, elle bénéficie aussi, outre les fruits de son travail, d'importantes aides familiales et sociales versées par les pays d'accueil.

## 2. L'évolution du profil du migrant sénégalais en France

La migration appartient aux traits culturels des ethnies qui peuplent la vallée du fleuve Sénégal. Elle alimente le mythe fondateur des terroirs et peut servir de rite initiatique aux jeunes hommes. Cependant, face aux crises économiques, elle sert de moyen d'émancipation socio-économique.

*Comment la mémoire légitime-t-elle l'appel de l'« aventure » ?*

Au lendemain des indépendances, en 1960, la vallée du fleuve Sénégal devient une zone de départ. Dans la société *halpoulaar*<sup>6</sup>, l'exil est célébré comme l'un des passages de légitimation et de reconquête du pouvoir politique. Détenteurs de la tradition orale, les griots rappellent dans des chants épiques l'épopée peule de Samba Guéladio Diégui<sup>7</sup> ou l'équipée d'El Hadji Oumar. Ces deux personnages historiques de la tradition peule ont expérimenté l'émigration pour conserver leur indépendance ou élaborer une stratégie politico-militaire de conquête ou de résistance à la conquête coloniale.

Ainsi, « la référence aux migrations participe souvent de la construction des mythes fondateurs des identités ethniques<sup>8</sup> ». L'émigration est perçue comme faisant partie de la culture peule et soninké<sup>9</sup>. Si l'exil est encore considéré comme un passage « initiatique » pour conquérir le pouvoir politique dans certains pays africains aux démocraties fébriles, avec la monétarisation de l'économie dans la vallée du fleuve, l'émigration devient l'outil de conquête du pouvoir économique et social. Pour Sylvie Bredeloup, « dans la tradition *pulaar*, plus l'exil dure, plus les retrouvailles ont des chances d'être chaleureuses ; cet éloignement préparant la réconciliation entre le héros et son peuple<sup>10</sup> ».

L'aventure comme parcours initiatique occupe également une place importante dans les autres groupes ethniques sénégalais : wolof, sérère, mandingue... Cependant, la tradition ne sert plus qu'à cautionner une migration économique.

<sup>5</sup> Entretien avec Mamadou Ba, habitant de la commune Sédo Sébé, le 26 novembre 2017 à Matam. Il est réalisé par Amadou Keita dans le cadre des travaux de thèse sur « La Coopération sanitaire au Sénégal : les interventions des organisations de 1952 aux années 1990 ».

<sup>6</sup> La société peul ou halpoulaar constitue le deuxième groupe ethnique par son nombre. Les Peuls vivent en majorité au nord et au sud-ouest du Sénégal.

<sup>7</sup> Serigne Seye, « L'Épopée de Samba Gueladio Diégui du Fouta Toro : un récit entre mythe et histoire », disponible sur [www.academia.edu](http://www.academia.edu) [consulté le 23 février 2018]. Personnage historique du Fouta au XVIII<sup>e</sup> siècle, il régna entre 1724 et 1743. Il meurt en exil dans le Boundou.

<sup>8</sup> Sylvie Bredeloup, « Itinéraires africains de migrants sénégalais », *Hommes et Migrations*, n° 1160, 1992, p. 16-22, disponible sur [https://www.persee.fr/doc/homig\\_1142-852x\\_1992\\_num\\_1160\\_1\\_1929](https://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_1992_num_1160_1_1929) [consulté le 23 février 2018].

<sup>9</sup> Originaires de la vallée du fleuve, ces deux communautés sont fortement représentées dans la diaspora sénégalaise.

<sup>10</sup> Sylvie Bredeloup, « Itinéraires africains de migrants sénégalais », *op. cit.*

*Trois générations d'émigrants : des paysans des années 1970 aux étudiants des années 2000*

À l'aristocratie religieuse et « guerrière » autour de laquelle était organisé le Fouta se superpose une nouvelle figure de réussite, celle du migrant dont les transferts d'argent rappellent sa « présence ».

L'évolution du profil du migrant et de son rôle dans la région de Matam s'est accomplie à travers trois générations. Face aux rigueurs climatiques, la première génération expérimente l'exode rural et la migration internationale. Formée exclusivement de paysans analphabètes, celle-ci est surtout attirée par les pays africains — Cameroun, Côte-d'Ivoire, Gabon, Congo — même si un bon nombre inaugure les foyers d'immigrants français. Pionniers de la migration de travail, les ex-paysans se retrouvent ouvriers dans l'industrie automobile chez Renault dans les années 1960-1970. Ils sont aujourd'hui « retraités ou proches de l'être... et sont parfois à la tête de véritables lignées en France<sup>11</sup> ».

Toutefois, c'est surtout à partir des années 1980 que la destination française devient une tendance plus marquée pour la deuxième génération de migrants. Composée non seulement d'anciens ouvriers agricoles et des exclus de l'école sénégalaise, cette deuxième vague témoigne de la relative faillite de l'État post-indépendance. Ces exclus du système éducatif sénégalais ont d'abord transité dans les grandes villes africaines de l'Afrique centrale et de l'ouest avant de terminer leur aventure dans les capitales européennes.

Arrivés dans les années 2000, les émigrants de la troisième génération représentent l'élite intellectuelle de la diaspora sénégalaise en France. En effet, ils « sont plus nombreux à être diplômés du supérieur et à avoir vécu en ville. Ils ont fait l'expérience de la liberté d'expression dans les lycées, sur le campus ou en ville de manière générale<sup>12</sup> ». Ils ont été confrontés aux politiques d'ajustement structurel, aux crises électorales, aux années blanches et invalides dans l'école sénégalaise.

Cette troisième génération bénéficie de réseaux d'immigration bien établis dans les capitales occidentales et sénégalaise. De fait, les destinations sont plus diversifiées et les *modou-modou* (émigrés) se retrouvent un peu partout en Europe — Allemagne, Belgique, Espagne, Italie... — et aux États-Unis.

Ces différents parcours déterminent la place du migrant dans la vallée du fleuve Sénégal en général et la région de Matam en particulier. La région d'origine est une société rurale où l'individu s'efface face à la famille et à la collectivité. La décision de migrer est intégrée dans la stratégie de subsistance des familles, voire de la communauté villageoise. Très souvent, c'est à la famille que revient l'organisation et le financement de l'aventure : soit, le père est un émigré de la première génération, soit les parents sont de riches paysans et décident d'envoyer leur aîné à l'aventure. Toutefois, « certains migrants sont, par leur épargne personnelle, les seuls investisseurs » de leur départ<sup>13</sup>. Le migrant représente l'espoir d'une vie meilleure. Le projet migratoire laisse entrevoir l'« optique d'un futur retour glorieux permettant d'accéder à une majorité sociale<sup>14</sup> » et permet de s'affranchir des barrières sociales dont sont victimes les gens de « castes ». Si

<sup>11</sup> Hamidou Dia, « Les Investissements des migrants dans la vallée du fleuve Sénégal : confiance et conflits d'intérêts », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 23, n° 3, 2007, p. 29-49.

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> Ibrahima Ba, *Les Investissements des migrants extérieurs de Médinatoul (Diourbel)*, Dakar, UCAD/FLSH, mémoire de master II de géographie, p. 45.

<sup>14</sup> Aliou Ousmane Sall, « L'Émigration et ses conséquences dans la communauté rurale de Bokidiawé », Dakar, UCAD/FLSH, mémoire de master 2 de géographie, 2010, p. 70.

l'objectif premier du migrant est d'accumuler le maximum d'argent afin de subvenir aux besoins de ses proches, son capital financier l'amène à suppléer un État défaillant.

### **3. L'intervention des migrants dans la gouvernance de Matam**

L'apport des migrants est la principale source de revenus de la ville de Matam et de toute cette zone de départ qu'est la vallée du fleuve Sénégal. L'impact de leur intervention s'apprécie au rythme des transferts d'argent avec la prise en charge de la vie quotidienne, des investissements dans tous les secteurs : infrastructure publique, immobilier, commerce...

#### *Les transferts d'argent des émigrés vers la vallée du fleuve*

En France, jusqu'au début des années 2000, le périple des migrants se terminait dans les foyers de migrants, notamment à Montreuil, Aubervilliers ou Paris. Créés dans les années 1960, le foyer permet de reproduire les modes de vie et les structures sociales du pays d'origine. Vivre au sein de sa communauté et entre compagnons d'aventure permettrait de ne pas oublier les raisons du départ. En réalité, la motivation est exclusivement économique, l'objectif est d'accumuler le maximum d'argent et de subvenir aux besoins des proches restés au pays.

Les transferts d'argent rappellent l'absence du migrant et son impact sur le quotidien des parents restés au pays. L'envoi mensuel est destiné à l'achat de vivres, à la prise en charge des factures d'électricité et d'eau de la maisonnée. Pour prévenir toute utilisation personnelle de l'argent affecté à la vie quotidienne de la famille, les migrants traitent directement avec des boutiques comme des épiceries de proximité. De fait, sur présentation d'un bon, « chaque famille peut bénéficier d'un ravitaillement d'un mois qu'un membre de sa famille resté en France va directement payer<sup>15</sup> ». Les sommes transférées varient selon la taille du foyer et oscillent entre 50 € et 760 €.

Les transferts d'argent représentent un tel poids dans la vie des familles restées dans la vallée du fleuve qu'ils finissent par engendrer une certaine dépendance. Selon Aliou Ndao<sup>16</sup>, 90 % des besoins familiaux sont assurés par les revenus des émigrants. Ces fonds sont transférés via des institutions bancaires internationales (Western Union, Money Gram, La Poste, etc.) et des canaux informels, voire clandestins (« porteur de valise » ou « circuit mallette », « fax<sup>17</sup> », etc.).

Selon Abdoul Aziz Diop, les réseaux considérés comme clandestins ont, en réalité, pignon sur rue dans toute la vallée du Sénégal — zone de départ des migrants. En effet, il estime que, en trois ans autour des années 2010, 127 milliards de francs CFA, soit plus de 193 millions d'euros, ont transité par ces fax, autant que les transferts officiels. À cela s'ajoutent « les porteurs de valises ». Il s'agit des migrants qui voyagent vers le Sénégal « à tour de rôle en emmenant avec eux des milliers d'enveloppes remplies de

<sup>15</sup> Abdoul Aziz Diop, « Sénégal : Émigration : l'or noir du Fouta », juillet 2012, *Sudonline*, disponible sur [www.soninkara.com](http://www.soninkara.com) [consulté le 22 février 2018].

<sup>16</sup> Alioune Ndao, « L'Impact de l'émigration dans le développement local : le cas de Sédo Sébé », Dakar, UCAD/FASTEF, mémoire d'histoire, p. 40.

<sup>17</sup> Structure de transfert d'argent mise en place par les émigrés. Ce système fonctionne en grande partie grâce à un capital humain (rapport de confiance entre les contractants qui se connaissent et sont souvent issus de la même ville). Le transfert consiste à déposer une somme d'argent auprès du gérant de la ville d'émigration (Paris, Aubervilliers, Sevran...) en lui donnant le nom du bénéficiaire. Le gérant contacte son agent à Matam, au Sénégal (souvent un commerçant ou un membre de sa famille) et lui fixe le montant et le bénéficiaire. En plus du faible coût, ce mode de transfert est aussi rapide que les structures officielles et n'occasionne presque pas de contraintes administratives : la présentation d'une pièce d'identité n'est pas exigée.

liasses. À défaut, leurs représentants au niveau de Dakar reçoivent l'ensemble des envois en devises (euros ou dollars) pour les reconvertir en F CFA<sup>18</sup> ».

Le principal objectif des transferts via des réseaux clandestins vise à se soustraire aux 2 % de taxes prélevés par les banques sénégalaises au moment des changes. Il permet également d'échanger l'Euro plus cher que le cours des bourses (1 € = 655 F CFA) : 660, voire 670 pour les grosses coupures au lieu de 650 dans les banques ou bureaux de change.

Ainsi, des millions d'euros sont injectés dans l'économie locale de la région mais l'effet semble parfois négligeable. L'argent est souvent destiné à la gestion de la vie quotidienne familiale **alors tout est urgence** dans une région désertée par l'État. Le transfert destiné aux besoins premiers de la famille a moins d'impact sur la vie de la collectivité. De ce fait, pour améliorer leur condition de vie en Europe mais aussi intervenir dans la « gouvernance » de la vallée du fleuve, les travailleurs émigrés de Matam créent des structures de socialisation et d'intervention.

### *La professionnalisation des interventions*

Partis de la vallée du fleuve, les émigrants de Matam ont expérimenté différentes formes d'intervention depuis la vie dans les foyers dans les années 1960-1970. Dans la première phase de l'émigration, l'objectif est d'épargner pour montrer sa réussite sociale afin de construire des maisons, acheter des voitures ou encore se marier et ainsi incarner le statut de nouveau riche. En revanche, la deuxième phase est de promouvoir des projets collectifs d'intérêt public et, dans de nombreux cas, de se substituer à un État défaillant.

Dans les premières années de cette émigration sénégalaise, il fallait parer aux urgences en France — accidents de travail, rapatriement de corps — et aussi aider au paiement des impôts au village, etc. C'est dans ce contexte que les caisses villageoises, véritables filet sécuritaires, sont mises en place. Mises en place durant l'exode rural vers Dakar, les caisses sont importées dans les foyers de travailleurs émigrés. D'ailleurs, c'est autour de cette sécurité sociale participative que l'organisation sociale des associations de ressortissants des villages de la vallée du fleuve s'organise. Chaque village, selon le nombre de ses ressortissants, dispose d'une caisse de secours, alimentée par une cotisation mensuelle de 5 ou 10 € pour chaque membre. Sorte de caisse d'assurance des émigrés face aux accidents de parcours, « les fonds mis en commun [sont destinés au] financement des repas en commun, prêt en cas de chômage, financement en cas de rapatriement des “malades mentaux<sup>19</sup>” ».

Dans les années 1980-1990, une crise économique sans précédent asphyxie les pays sahéliens, tandis que les politiques d'ajustement structurel de la Banque mondiale et la dévaluation monétaire conduisent à faire empirer une situation socioéconomique déjà fragile. Dès lors, pour répondre aux souhaits des populations de la vallée du fleuve, alors désertée par l'État, les regroupements de migrants « épousent les contours des associations de ressortissants avec un fort accent mis sur la problématique générique du développement<sup>20</sup> ».

Par le biais de ces micro-organisations dont chaque village s'est doté, les *modou-modou* représentent un capital financier majeur. La localité d'origine compte sur eux

<sup>18</sup> Abdoul Aziz Diop, « Sénégal : Émigration : l'or noir du Fouta », *op. cit.*

<sup>19</sup> Amélie Grysole, Aïssatou Mbodi-Pouye, « Bons, fax et sacs de riz : tenir et maintenir un circuit économique transnational (France, Sénégal) », *Cahiers d'études africaines*, n° 225/1, Paris, Éditions de l'EHESP, 2017, p. 121-150.

<sup>20</sup> Hamidou Dia, « Les Investissements des migrants dans la vallée du fleuve Sénégal : confiance et conflits d'intérêts », *op. cit.*



pour payer les impôts, acheter les rations alimentaires des familles restées au village. Il faut préciser que quatre émigrés sur cinq sont adhérents d'une ou plusieurs associations, dont bon nombre se dénomment alors « de développement<sup>21</sup> ». Les associations de ressortissants ont bénéficié de l'apport de la génération 2000 souvent « diplômée de l'enseignement supérieur et surtout avec l'expérience de la vie urbaine pendant au moins une dizaine d'années du fait de leur passage prolongé dans les capitales des pays d'origine, portes d'entrée vers l'Occident<sup>22</sup> ».

Cette dernière permet une professionnalisation de l'association avec « le paravent légal de la loi 1901, avec ce que cela implique, mais le processus décisionnel et les modalités des débats empruntent largement au modèle traditionnel où le maître mot est le consensus<sup>23</sup> ». Ce fonctionnement permet d'être plus opérationnel et de disposer, pour l'association, de fonds pour ses caisses.

Originaires d'une région où tout est urgence, les émigrés représentent les premiers bailleurs non seulement de la vallée du fleuve mais aussi de l'ensemble du Sénégal<sup>24</sup>. En effet, par leur poids financier, ils incarnent des missions régaliennes telles que la construction d'infrastructures publiques souvent de première nécessité — postes de santé, maternités, forages, écoles, etc. Les villages les mieux lotis sont ceux qui possèdent le plus grand nombre de ressortissants à l'étranger. Ainsi, Mamadou Kébé affirme :

[...] sans les migrants, la ville de Matam serait un juste un gros village. Toutes ces villas avec des paraboles sur le toit témoignent d'un parent à l'étranger. En outre, les écoles, les centres de santé, les forages assurant les services d'adduction d'eau potable ont été dans de nombreux cas entièrement financés par les fils de la région en France ou en Afrique<sup>25</sup>.

Les interventions sont destinées aux équipements de base avec une timide tentative de planification. En réalité, la construction de centres de santé ou d'écoles primaires est précédée par une proposition du bureau et la validation par l'assemblée. Ensuite, est défini le montage financier et la modalité des levées de fonds. Pour mesurer la proportion de migrants que compte chaque localité, il suffit seulement d'observer l'édification d'infrastructures publiques. Ainsi, l'Association des Immigrés Ressortissants de Sédo Sébé (AIRS) a financé sur fonds propre la réhabilitation du réseau d'adduction d'eau (soit près de 45 000 €) ou encore la construction de la grande mosquée (130 000 €). La même association a offert à la commune un collège avec tout son équipement d'une valeur de 62 000 €, l'extension des écoles primaires et le logement de fonction des enseignants (34 000 €). En outre, elle s'investit dans la prise en charge de la santé collective. Le poste de santé a été remis à neuf avec une dotation d'équipements médicaux. C'est grâce aux migrants que cette ville a étrenné en 2007 sa première ambulance avec la prise en charge du salaire du conducteur.

<sup>21</sup> Patrick Gonin, « Les Migrations venant du Bassin du fleuve Sénégal vers l'Union Européenne. Facteurs d'émigration, politiques d'immigration », Bruxelles, Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, 23 mars 2001, p. 57-86.

<sup>22</sup> Philippe Lavigne-Delville, « Migration et structuration associative. Enjeux dans la moyenne vallée », in Bernard Crousse, Paul Mathieu, Sidy Mohamed Seck (dir.), *La Vallée du fleuve Sénégal. Évaluations et perspectives d'une décennie d'aménagements*, Paris, Karthala, 1991, p. 117-139.

<sup>23</sup> Hamidou Dia, « Les Investissements des migrants dans la vallée du fleuve Sénégal : confiance et conflits d'intérêts », *op. cit.*

<sup>24</sup> Entretien avec Mamadou Kébé, secrétaire général du Conseil départemental de Matam, 7 novembre 2017. Il a été réalisé par Amadou Keita dans le cadre des travaux de thèse sur « La Coopération sanitaire au Sénégal : les interventions des organisations de 1952 aux années 1990 ».

<sup>25</sup> *Ibid.*

La micro-organisation des émigrés en « associations de ressortissants » confère à leur intervention une dimension de politique publique et témoigne d'un sens civique. D'ailleurs, elle permet de se substituer à un État défaillant. La dernière tendance est la multiplication de fédération d'associations. L'objectif est d'accroître la capacité financière et de rationaliser les interventions en évitant les doublons de projet dans une même zone. En outre, les fédérations permettent aux autorités politiques, du pays d'origine ou d'accueil, de bénéficier de partenaires avec une certaine représentativité.

#### *La diplomatie « souterraine » des associations de ressortissants*

Dans les années 1990, la coopération internationale décentralisée se révèle l'occasion pour les migrants d'être assimilés à des auxiliaires diplomatiques dans la mesure où ils facilitent la connexion entre les collectivités locales des pays du Nord désirant apporter leur concours à leurs localités d'origine.

Les politiques des deux champs territoriaux qui ont compris l'enjeu de la migration s'appuient sur leur communauté d'émigrants à la fois comme bailleurs de fonds et comme partenaires de la coopération décentralisée. En effet, la forte présence d'émigrés sénégalais dans des régions comme Rhône-Alpes, des départements comme les Yvelines ou des villes telle que Nancy facilite les accords de coopération décentralisée et de jumelage avec des communes telles que Gorée, Matam ou encore Thiès.

En effet, les relations entre les Yvelines et Matam constituent un exemple de coopération décentralisée nord-sud. Mantes-la-Jolie accueille la plus forte concentration de Sénégalais, presque tous originaires de la vallée du fleuve Sénégal. Cette population a su s'intégrer dans la sphère politique des villes d'accueil surtout dans les Yvelines. En fait, la communauté sénégalaise de Mantes-la-Jolie, dont beaucoup de ses membres jouissent de la nationalité française, constitue un réservoir d'électeurs. Certains membres influents originaires de Matam ont déjà appartenu à des équipes municipales de la ville. C'est une communauté « politisée » qui tente d'influer sur le contexte politique yvelinois et matamois. Ainsi, la forte présence à Mantes-la-Jolie de la communauté sénégalaise originaire du Fouta<sup>26</sup> a permis le jumelage entre le département des Yvelines et la région de Matam.

Depuis 2007, dans le cadre de la diplomatie décentralisée, le conseil départemental des Yvelines soutient la ville de Matam. Les interventions couvrent les secteurs d'éducation et de santé de base, l'agriculture communautaire, la protection contre les inondations avec la réhabilitation des digues de protection du fleuve Sénégal. Entre 2007 et 2014, le département des Yvelines a participé, à hauteur de 1 130 000 €, à la réhabilitation et à la construction d'écoles primaires et de cases de santé, à l'appui aux associations de femmes travaillant dans les périmètres maraîchers ainsi qu'à l'accès à l'assainissement de 54 écoles primaires en deux ans<sup>27</sup>. Pour conduire ses projets et consolider sa coopération avec la ville de Matam, le département dispose d'un siège officiel, La maison des Yvelines avec un personnel pour son fonctionnement. À partir de 2010, cette coopération intègre un troisième acteur : la Fédération des associations de développement de la région de Matam (FADERMA)<sup>28</sup>.

Depuis 2005, ces interventions s'effectuent dans le cadre du Programme d'appui aux initiatives de solidarité pour le développement (PAISD). Ce programme relève d'une

<sup>26</sup> Le Fouta est le territoire couvrant le nord-est du Sénégal, dont la région de Matam fait partie.

<sup>27</sup> Conseil régional de Matam, « Accord de coopération décentralisée avec le département des Yvelines : rapport narratif et financier final », Matam, 2014, 20 p.

<sup>28</sup> Créée en 2009, la FADERMA a pour objectif de fédérer et d'appuyer les associations de ressortissants de Matam en jouant le rôle d'intermédiaire entre les partenaires et autorités.

série de mesures prises depuis 2000 par le gouvernement du Sénégal pour inciter et capter les investissements de ses émigrés. En fait, prenant conscience — avec un certain retard — du poids économique de la diaspora sénégalaise, les pouvoirs publics promeuvent des investissements d'émigrés avec la création d'un ministère des Sénégalais de l'extérieur et, depuis 2002, d'un poste de député<sup>29</sup>.

Selon l'ambassadeur de France au Sénégal, ce programme constitue un atout considérable pour les deux pays : « il contribue en France à renforcer le dynamisme associatif local, porteur de cohésion sociale et d'enracinement de l'excellence de notre relation bilatérale ». Pour le Sénégal, il permet la réalisation d'infrastructures sociales de base et l'émergence d'entreprises sources de richesses et d'emploi<sup>30</sup>.

#### 4. Les écueils des interventions des migrants

Il est évident que l'apport des émigrés a transformé le visage de la vallée du fleuve Sénégal. Cependant, cette transformation semble être limitée par l'absence de politique publique prospective et le niveau d'implication des autorités locales.

##### *L'intervention : un raccourci vers la politique ?*

L'émigration économique permet l'émergence d'une figure de nouveaux riches dans la vallée du fleuve Sénégal dominée jusqu'au lendemain des indépendances, dans les années 1960, par l'aristocratie maraboutique et nobiliaire. Légitimés par leurs capitaux amassés en Europe ou dans les capitales africaines, surtout dans un contexte de monétarisation de l'économie, les émigrés tentent de peser sur la vie sociopolitique de la région. C'est en 2012, lors des élections présidentielles, qu'ils s'illustrent et bouleversent une donne politique établie depuis l'indépendance du Sénégal. La vallée du fleuve, Matam y compris, a toujours soutenu le parti au pouvoir, mais c'était sans compter sur certains émigrés, grand mécènes de leurs communes d'origine et puissants donateurs. Ayant choisi Macky Sall, originaire de la région et l'un des opposants du président sortant, Abdoulaye Wade, Harouna Dia, Abdoulaye Sally Sall, Khalilou Wagué<sup>31</sup> pèsent sur les élections au nord du Sénégal et contribuent à l'élection de leur candidat au second tour.

Émigrés d'hier et principaux soutiens financiers du président, ils sont récompensés à la hauteur de leur investissement. De nouvelles têtes qui s'étaient manifestées par l'émigration se révèlent aux Sénégalais et occupent désormais des postes politiques. En effet, Abdoulaye Sally Sall est nommé ministre conseiller, Daouda Dia, frère de Harouna Dia, est élu premier questeur à l'assemblée nationale, tandis que Khalilou Wagué est élu maire de Bokidiawé et que d'autres encore dirigent des agences nationales... Il paraît évident que la diaspora est de fait la quinzième région du Sénégal et, désormais, un théâtre de conquête politique.

##### *L'impact des interventions est-il un appel d'air ?*

Aujourd'hui, Matam a troqué ses cases en paille, ses demeures en banco ou torchis par des villas spacieuses témoins du poids influent des émigrés. Si l'architecture pouvait répondre à l'environnement sahélien, elle s'est modernisée avec des constructions en dur avec plusieurs niveaux. Elle met en scène la réussite et la concurrence des émigrés.

<sup>29</sup> Hamidou Dia, « Les Investissements des migrants dans la vallée du fleuve Sénégal : confiance et conflits d'intérêts », *op. cit.*

<sup>30</sup> Mot de l'ambassadeur de France au Sénégal à l'occasion des 10 ans du PAISD, 17 novembre 2015, disponible sur <https://sn.ambafrance.org/Le-PAISD-fete-ses-10-ans-le-mot-de-l-Ambassadeur> [consulté le 25 mars 2018].

<sup>31</sup> Ces principaux souteneurs de Macky Sall sont tous devenus milliardaires grâce à l'émigration en Afrique centrale : Gabon, Congo.

À cela s'ajoute la multiplication des hôtels et grosses voitures, signes extérieurs de richesse<sup>32</sup>.

Selon Abdoul Aziz Diop, l'objectif est « de montrer ostensiblement une réussite acquise avec difficulté [et de prendre sa] revanche sur la société », d'autant plus que tous ces nouveaux riches ne savent ni lire, ni écrire et doivent leur ascension sociale à l'émigration. « Dans le Fouta, rien ne se fait ou peut se faire sans leur bénédiction », déclare fièrement Mamadou Sall (émigré résident en France)<sup>33</sup>.

Ainsi l'émigration semble être, actuellement, la seule voie pour une réussite sociale dans un contexte où l'émigré, nouveau riche, est élevé comme modèle. Des chansons lui sont dédiées et tournent en boucle sur les ondes. Dans les cérémonies familiales ou culturelles, les griots construisent le processus de légitimation de ces « néo-aristocrates ». En outre, en l'absence d'une réelle politique de formation et d'emploi pour la jeunesse, l'émigration s'inscrit comme une fatalité. D'ailleurs, c'est dans ce contexte que s'explique la ruée vers les frontières européennes de cette jeunesse sénégalaise, pour ne pas dire africaine. Leur espoir est véhiculé par une formule empreinte de désespoir : « *Barca ou Barsak* », littéralement « Barcelone ou la mort ».

Venus en France en tant que migrants économiques, les émigrés de Matam se muent en acteurs de la diplomatie décentralisée et concourent à la réalisation d'infrastructures de base dans leur pays d'origine. Par ailleurs, filière de production de nouveaux riches, la migration pervertit l'économie des pays du sud qui assistent à la fuite de leur jeunesse.

<sup>32</sup> Abdoul Aziz Diop, « Sénégal : Émigration : l'or noir du Fouta », *op. cit.*

<sup>33</sup> *Ibid.*